

Prochain tarif d'utilisation des réseaux de transport de gaz naturel de GRTgaz et Teréga

Date de la contribution : 29/09/2019

Le Gouvernement français a fixé, dans le cadre de la PPE, un objectif de pénétration des gaz renouvelables d'ici 2030. Si, jusqu'il y a peu, la production de gaz renouvelable reposait uniquement sur la filière méthanisation, il faut désormais compter également sur de nouvelles filières - en particulier celles du "Power-to-Gas" (production de méthane ou d'hydrogène à partir d'électricité) et de la "gazéification" (production de méthane à partir de matières de récupération). A ce sujet, il est heureux de constater que ces dernières sont aujourd'hui identifiées et reconnues par les acteurs institutionnels, en particulier l'ADEME. Leurs apports - qu'ils soient économiques, sociétaux, environnementaux - sont d'ailleurs complémentaires : la méthanisation soutient le secteur agricole, la gazéification participe à la mutation de la gestion des déchets, le Power-to-Hydrogène et le Power-to-Méthane contribuent au développement des ENR électriques (en offrant de nouvelles perspectives de stockage des surplus d'électricité renouvelable), le Power-to-Méthane assure le recyclage du CO₂. Pour autant, il est indispensable de supporter le développement technologique et l'industrialisation de ces filières, afin de garantir leur compétitivité. Notamment, il s'agit bien ici de viser une parité des coûts de production du méthane renouvelable avec le prix du gaz naturel fossile sur les marchés assujetti à une fiscalité carbone appropriée. Le rôle de GRTgaz et de TEREKA est clé dans ce travail de développement technologique et d'industrialisation. Les deux entreprises apportent en effet leur savoir-faire en matière de gestion des gaz et de leur préparation en vue de leur injection dans les réseaux. En participant activement à des projets, y compris en matière de financement, elles permettent la mise en œuvre d'unités pilotes et de démonstrateurs, indispensables à la collecte de retours d'expérience, ainsi qu'à l'adaptation du cadre réglementaire nécessaire à l'utilisation de ces nouveaux gaz. En soutenant des actions collaboratives, elles participent au développement d'un écosystème industriel français, en particulier des TPE et PME pourvoyeuses de création d'emplois. Ces contributions de GRTgaz et de TEREKA sont ainsi trop indispensables pour pouvoir être réduites, voire supprimées. Au contraire, il faudrait les renforcer. L'établissement du prochain tarif d'utilisation des réseaux de transport de gaz naturel doit tenir compte de cette réalité. Pour le contribuable, il s'agit davantage d'un investissement que d'un coût.

Question 1 : Quelle est votre position quant à l'introduction éventuelle d'une différenciation entre la rémunération des actifs historiques et des nouveaux actifs pour le tarif ATRT7 ?

Favorable à un taux de rémunération appliqué aux nouveaux actifs pendant une période glissante (par exemple 4 ans) de façon à ce que l'effet de la juste incitation à l'investissement soit constant pendant toute la période tarifaire, et pas décroissant à mesure qu'approche la fin de la période tarifaire ;
Dubitatif sur la méthode d'évaluation et de détermination du taux de rémunération (sur quelles données s'appuie la proposition de réduction de 100 pdb à 150 pdb ?)

Question 2 : Avez-vous des remarques concernant le traitement des actifs cédés envisagé par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

Non

Question 3 : Êtes-vous favorable aux grands principes tarifaires que la CRE envisage pour le tarif ATRT7 ?

Ni favorable, ni défavorable

Question 4 : Êtes-vous favorable au calendrier et aux principes d'évolution tarifaire envisagés par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

Ni favorable, ni défavorable

Question 5 : Êtes-vous favorable au périmètre des charges et produits couverts par le CRCP envisagé par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

Défavorable

Commentaire :

Avis défavorable, en particulier s'agissant du traitement des charges d'exploitation de R et D. Nous constatons une dissymétrie dans le traitement des situations (si GRTgaz ou TERECA a dépensé moins que la trajectoire prévisionnelle, l'écart est restitué aux utilisateurs ; si GRTgaz ou TERECA a dépensé davantage que la trajectoire prévisionnelle, l'écart reste à sa charge). Nous demandons à ce que la restitution et la prise en charge puissent être étudiées au cas par cas, en fonction de la nature des projets.

Question 6 : Êtes-vous favorable aux mécanismes de régulation incitative des investissements proposés par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

Ni favorable, ni défavorable

Question 7 : Êtes-vous favorable aux évolutions du dispositif de régulation incitative de la qualité de service envisagées par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

Ni favorable, ni défavorable

Question 8 : Avez-vous des remarques concernant le cadre de régulation incitative de l'innovation et de la R&D envisagé par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

GRTgaz et TERECA doivent continuer d'investir dans la R et D concernant le développement des gaz renouvelables, des gaz issus de matière de récupération et du Power-to-Gas (Power-to-Méthane et Power-to-Hydrogène), à la hauteur de l'enjeu de remplacer la totalité du gaz fossile par ces gaz vertueux et produits localement à un horizon 2050.

La R et D de GRTgaz et TERECA doit permettre de préparer l'intégration de ces nouveaux gaz dans les réseaux et plus globalement doit faciliter l'émergence de ces filières par l'implication de GRTgaz et TERECA dans les expérimentations et les démonstrateurs portés par les acteurs privés et publics. C'est en particulier indispensable pour les filières pyrogazéification, Power-to-Méthane et Power-to-Hydrogène pour lesquelles l'action de GRTgaz et de TERECA est déterminante pour préparer le raccordement et l'injection des premières unités industrielles d'ici 2023.

Réduire les moyens alloués à l'innovation et la R et D de GRTgaz et de TERECA, c'est risquer de manquer une opportunité de développement de filières françaises innovantes. A ce titre, c'est grever le développement de PME et TPE créatrices d'emplois, partenaires de GRTgaz et de TERECA. C'est aussi mettre en risque l'équilibre économique des réseaux de transport de gaz à long terme faute de leur laisser les moyens de s'adapter et de participer à la transition énergétique.

Nous demandons que la régulation incitative de l'innovation et de la R et D proposée par la CRE n'aboutisse pas à priver GRTgaz et TERECA des moyens indispensables et nécessaires au développement des gaz renouvelables, des gaz issus de matière de récupération et du Power-to-Gas (Power-to-Méthane, Power-to-Hydrogène). Au contraire, nous souhaitons que la CRE incite les opérateurs à s'impliquer pleinement sur ces sujets par une régulation adaptée.

Question 9 : Êtes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE concernant le niveau des charges à couvrir pour la période ATRT7 pour GRTgaz et Teréga ?

Défavorable

Commentaire :

Concernant les effectifs, l'auditeur missionné par la CRE se montre particulièrement critique sur la demande de hausse d'effectifs en lien avec le développement du biométhane et des nouveaux gaz, au motif que cette demande serait surévaluée et injustifiée. Nous nous opposons catégoriquement à ces conclusions :

D'une part, nous constatons que GRTgaz et TERECA disposent de ressources trop limitées sur ces sujets, en particulier en matière d'accompagnement des filières pyrogazéification et Power-to-Gas (Power-to-Méthane, Power-to-Hydrogène), filières clés respectivement pour le développement de l'économie circulaire, des réseaux intelligents (stockage de l'électricité) et du recyclage du CO₂ (Power-to-Méthane).

D'autre part, la montée en puissance de l'ensemble des filières nouveaux gaz dans les prochaines années nécessitera des moyens humains bien supérieurs à ceux que GRTgaz et TERECA sont en mesure de mobiliser aujourd'hui.

Nous souhaitons en particulier que GRTgaz et TERECA puissent répondre aux enjeux du développement des premières unités industrielles de pyrogazéification, Power-to-Méthane et Power-to-Hydrogène d'ici 2023. Celles-ci nécessiteront en effet des effectifs supplémentaires pour définir les conditions de raccordement et d'injection, accompagner les porteurs de projets et délivrer dans des conditions satisfaisantes les études et les investissements nécessaires.

A ce titre, nous souhaitons souligner notre profonde divergence avec les conclusions de l'étude menée par l'auditeur mandaté par la CRE. D'une part, la filière Power-to-Gas semble essentiellement associée à la production d'hydrogène. D'autre part, l'injection de ce dernier dans les réseaux de gaz semble considérée comme insuffisamment développée pour autoriser l'allocation par GRTgaz et TERECA de ressources supplémentaires pour permettre cette injection. Nous rappellerons d'abord que le Power-to-Gas recouvre deux réalités : le Power-to-Hydrogène et le Power-to-Méthane. Dans ce dernier cas, grâce à la méthanation, le procédé permet non seulement la production de méthane renouvelable injectable dans les réseaux de gaz sans contrainte particulière, mais également le recyclage du dioxyde de carbone. Nous rappellerons également que la filière pyrogazéification est susceptible de produire un gaz contenant une teneur plus ou moins significative d'hydrogène (en fonction de la technologie de méthanation utilisée en aval de la pyrogazéification). Les premières unités industrielles Power-to-Méthane et de pyrogazéification ayant vocation à entrer en service d'ici 2023, il est indispensable que GRTgaz et TERECA mobilisent des effectifs supplémentaires pour préparer l'arrivée de ces unités.

Nous demandons que GRTgaz et TERECA puisse recruter des effectifs supplémentaires significatifs pour accompagner les filières nouveaux gaz, notamment la pyrogazéification et le Power-to-méthane, contrairement aux orientations envisagées par la CRE.

Concernant les charges externes R&D de GRTgaz et TERECA, nous demandons également que la CRE revoie sa position. A titre d'exemple, pour GRTgaz, la CRE envisage une hausse en lien notamment avec les études de l'injection d'hydrogène dans les réseaux. En pratique, l'arbitrage proposé aboutit à une dépense moyenne de 28,4 M€/an sur les 4 prochaines années contre 27,2 M€ en 2018, soit une hausse limitée à 4,4%, à comparer à la demande formulée par GRTgaz aboutissant à 33 M€/an en moyenne (+21% par rapport à 2018). Sur ces 33 M€/an, GRTgaz indique que 15 M€/an par an en moyenne serait notamment consacré au développement des nouveaux gaz et de l'hydrogène. Au vu des enjeux de la filière pyrogazéification, GRTgaz et TERECA doivent pouvoir disposer des ressources nécessaires pour accompagner la filière, les démonstrateurs et préparer le raccordement des premières unités.

Nous demandons donc que la CRE retienne une trajectoire plus ambitieuse de charges externes de R&D pour GRTgaz et TERECA, que les orientations envisagées pour accompagner les filières nouveaux gaz.

Question 10 : Avez-vous des remarques concernant les souscriptions prévisionnelles de GRTgaz et Teréga pour la période 2020-2023 ?

Non

Question 11 : Avez-vous des remarques concernant les grands principes tarifaires et la méthode que la CRE envisage de retenir pour le tarif ATRT ?

Non

Question 12 : Êtes-vous favorable aux niveaux de rabais envisagés par la CRE pour les capacités interruptibles aux PIT 5 ?

Ni favorable, ni défavorable

Question 13 : Êtes-vous favorable à la suppression de l'IAPC et à la réduction, voire la mise à zéro, du terme tarifaire de livraison pour les sites fortement modulés ?

Question 14 : Êtes-vous favorable à l'adaptation de la formule de calcul de la modulation hivernale pour les clients « à souscription » envisagée par la CRE à compter du 1er avril 2020 ?

Ni favorable, ni défavorable